



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-06 du 10 février 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. En déplacement conjoint à Washington, les ministres de l'Économie français et allemand réclament de la transparence sur les subventions de l'*Inflation Reduction Act*
2. Dans son discours sur l'état de l'Union, le Président Biden promeut le « Made in America », souligne la rivalité avec la Chine et réaffirme le soutien américain à l'Ukraine
3. Les États-Unis insistent sur la lutte contre le contournement des sanctions auprès des autorités turques et émiraties
4. Le déficit commercial des États-Unis et le commerce sino-américain atteignent des records en 2022

Climat – énergie – environnement

5. La *Bipartisan Infrastructure Law* accorde près de 50 Md\$ pour améliorer les infrastructures liées à l'eau et remplacer des canalisations en plomb
6. La capacité de production de diesel renouvelable aux États-Unis pourrait plus que doubler d'ici 2025

Transport et infrastructure

7. Le Président Biden annonce le financement des grands projets de transport prévus par la *Bipartisan Infrastructure Law*

Industrie

8. Les fournisseurs américains du secteur des semi-conducteurs s'inquiètent du projet européen d'interdiction des *forever chemicals*

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

9. Intelligence artificielle générative : la course est lancée avec Google qui annonce son service Bard et son partenariat avec Anthropic

Santé

10. Le principal hôpital de la capitale de la Floride a été victime d'une cyberattaque
11. Le secteur de la prise en charge des soins fait l'objet de nombreuses acquisitions

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. En déplacement conjoint à Washington, les ministres de l'Économie français et allemand réclament de la transparence sur les subventions de l'*Inflation Reduction Act*

Les ministres de l'économie français et allemand, B. Le Maire et R. Habeck, ont [rencontré](#) le 7 février leurs homologues américains afin de discuter de solutions pour limiter l'impact négatif de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) en Europe. Lors de leurs entretiens à la Maison-Blanche, avec la Secrétaire au Commerce [G. Raimondo](#) et avec la Secrétaire au Trésor [J. Yellen](#), B. Le Maire et R. Habeck ont [réclamé](#) la transparence sur les mesures de soutien public américaines, afin d'éviter une course aux subventions et d'assurer des conditions de concurrence équitable entre l'UE et les États-Unis. Les ministres ont également demandé la mise en place d'un canal de communication pour discuter de projets stratégiques sur lesquels les États-Unis et l'Europe ne devraient pas se faire concurrence. MM. Le Maire et Habeck ont enfin réaffirmé leur demande qu'un maximum de composants européens puissent être intégrés dans les véhicules électriques et les installations énergétiques éligibles aux subventions américaines, en soutenant également la mise en place d'une coopération entre l'Europe et les États-Unis sur les minéraux critiques. En réponse, selon [R. Habeck](#), l'administration américaine a consenti à créer un groupe de travail avec l'Union européenne sur la transparence des subventions et a souligné sa volonté de coopération transatlantique sur les minéraux critiques.

2. Dans son discours sur l'état de l'Union, le Président Biden promeut le « Made in America », souligne la rivalité avec la Chine et réaffirme le soutien américain à l'Ukraine

À l'occasion de son deuxième [discours](#) sur l'état de l'Union, le Président Biden a insisté sur l'importance d'« acheter américain » et de privilégier les chaînes de valeur locales, notamment s'agissant des semi-conducteurs et des infrastructures. À ce titre, il a notamment annoncé de « nouveaux standards requérant que tous les matériaux de construction utilisés dans les projets d'infrastructure utilisant des fonds fédéraux soient fabriqués aux États-Unis ». Le lendemain, l'administration a [publié](#) des lignes directrices visant à préciser les conditions de mise en œuvre de l'extension aux matériaux de construction des critères de contenu local requis pour les projets financés par des fonds fédéraux

(mesures dites « Buy America »), introduite par l'*Infrastructure Investment and Jobs Act* de 2021. Concernant la Chine, le Président Biden a estimé que « les États-Unis sont dans la situation la plus solide depuis des décennies pour rivaliser avec la Chine » et a rappelé les investissements américains dans l'innovation destinés à renforcer les États-Unis dans la concurrence avec Pékin. Le président a rappelé que les États-Unis ne cherchent pas le conflit avec la Chine et sont prêts à travailler avec elle si cela sert les intérêts américains. Le président a aussi affirmé que les États-Unis soutiendraient l'Ukraine « aussi longtemps qu'il le faudra », l'ambassadrice ukrainienne aux États-Unis, Oksana Markarova, faisant partie comme l'année dernière des invités du président au discours.

3. Les États-Unis insistent sur la lutte contre le contournement des sanctions auprès des autorités turques et émiraties

Le Sous-Secrétaire au Trésor américain Brian Nelson s'est [rendu](#) la semaine dernière aux Émirats arabes unis (Abou Dabi et Dubaï) et en Turquie (Ankara et Istanbul) pour évoquer la lutte contre le contournement des sanctions contre la Russie [voir [Flash Accents du 3 février 2023](#)].

Aux Émirats arabes unis, B. Nelson a [insisté](#) auprès de ses homologues sur la détermination des États-Unis à sanctionner ceux qui contournent ou facilitent le contournement des sanctions, en particulier celles visant la Russie.

En Turquie, B. Nelson a également [souligné](#) les risques réputationnels et financiers que courent les acteurs contribuant au contournement des sanctions. Il a également discuté avec ses homologues turcs des vulnérabilités des régimes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, insistant sur le secteur immobilier, « un secteur qui reste vulnérable face aux acteurs illicites tant en Turquie qu'aux États-Unis ».

4. Le déficit commercial des États-Unis et le commerce sino-américain atteignent des records en 2022

Le déficit commercial des États-Unis pour les biens et services a [atteint](#) un niveau sans précédent en 2022, à 948 Md\$, selon les statistiques publiées le 7 février par le Département du Commerce américain. Ce chiffre est en hausse de 12,2 % par rapport à 2021.

Le commerce bilatéral des États-Unis avec la Chine (biens) a atteint 680 Md\$ en 2022, dépassant le précédent record de 664 Md\$ en 2018. Le déficit commercial des États-Unis avec la Chine (383 Md\$

en 2022 pour le commerce des biens) [est](#) le deuxième plus important après 2018 où ce déficit avait atteint 418 Md\$. Ce déficit s'est creusé de 8 % entre 2021 et 2022.

Brèves

➤ La cour d'appel des États-Unis pour le circuit fédéral a [jugé](#) le 7 février que le Président Trump disposait de l'autorité nécessaire pour décider, en janvier 2020, d'étendre aux produits dérivés en acier et aluminium les droits de douanes additionnels sur les importations d'acier et d'aluminium mis en place en mars

2018 au titre de la Section 232 du *Trade Expansion Act*.

- Le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) le 9 février sept individus impliqués dans le réseau de cybercrime Trickbot, basé en Russie. Ces sanctions ont été prises conjointement avec le Royaume-Uni.
- Le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) le 9 février six entreprises de pétrochimie basées en Iran et trois entreprises basées à Singapour et en Malaisie pour avoir facilité le transport de produits pétroliers iraniens au nom d'une entreprise sanctionnée (Triliand Petrochemical Co. Ltd.).

Climat - Énergie - Environnement

5. La *Bipartisan Infrastructure Law* accorde près de 50 Md\$ pour améliorer les infrastructures liées à l'eau et remplacer des canalisations en plomb

Le Président Biden et la Vice-Présidente Harris ont [présenté](#) à Philadelphie les progrès obtenus dans les infrastructures liées à l'eau et le remplacement des canalisations en plomb dans le cadre de la *Bipartisan Infrastructure Law* (BIL). La BIL prévoit ainsi d'investir près de 50 Md\$ dans l'assainissement de l'eau, dont au moins 15 Md\$ au travers de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) pour des prêts et des subventions aux États afin de remplacer toutes les canalisations en plomb d'ici dix ans.

La ville de Philadelphie devrait ainsi recevoir 160 M\$ de la BIL cette année au travers de l'État de Pennsylvanie pour le financement d'améliorations des infrastructures liées à l'eau et le remplacement de canalisations, ainsi qu'un prêt de 340 M\$ accordé par l'EPA dans le cadre du *Water Infrastructure and Innovation Act* (WIFIA).

Depuis son entrée en fonction, l'administration a accéléré le remplacement des lignes de service en plomb dans tout le pays, en finançant l'élimination de plus de 100 000 canalisations en plomb. Ce chiffre devrait augmenter de manière significative grâce aux 1,2 Md\$ désormais approuvés dans le cadre de la BIL pour 23 États pour l'identification et le remplacement des lignes de service en plomb.

6 La capacité de production de diesel renouvelable aux États-Unis pourrait plus que doubler d'ici 2025

Un article de L'US Energy Information Administration (US EIA) [retient](#) que la capacité de production de diesel renouvelable aux États-Unis pourrait passer de 170 000 barils par jour en 2022 à 384 000 barils par jour d'ici la fin de l'année 2025 si tous les programmes étatiques et fédéraux sont mis en place comme prévu. Le diesel renouvelable présente des scores de réduction des émissions de gaz à effet de serre parmi les plus élevés des filières de carburant existantes dans le cadre de programmes tels que la norme fédérale *Renewable Fuel Standard* (RFS).

Les investissements dans les nouvelles capacités de production de diesel renouvelable ont connu récemment une croissance importante aux États-Unis, grâce aux incitations gouvernementales. L'*Inflation Reduction Act* a prolongé les crédits d'impôts pour le diesel renouvelable jusqu'en 2024. Cette augmentation des capacités de production américaines de diesel renouvelable pourrait permettre à la côte Ouest des États-Unis, région la plus consommatrice de carburants renouvelables, de satisfaire la majorité de ses besoins en carburant à partir de diesel renouvelable d'ici 2025.

Transport et Infrastructure

7. Le Président Biden annonce le financement des grands projets de transport prévus par la *Bipartisan Infrastructure Law*

Le Président Biden et le secrétaire aux transports Pete Buttigieg en visite à New York ont [annoncé](#) que neuf grands projets de transport, dont le tunnel de l'Hudson, ont reçu un total de 1,2 Md\$ dans le cadre du nouveau programme de subventions intitulé « *Megaprojects Grant Program* » (Mega) prévu par la *Bipartisan Infrastructure Law* (BIL).

Ces investissements dans les infrastructures visent à créer des emplois bien rémunérés, notamment des emplois syndiqués et des emplois faiblement qualifiés. Les projets permettront de développer

l'économie, de renforcer les chaînes d'approvisionnement, d'améliorer la mobilité des résidents et de rendre les systèmes de transport plus sûrs pour tous les usagers.

Le programme Mega, qui vise à concentrer les investissements sur les projets d'autoroutes, de ponts, de transports en commun et de trains qui apparaissent trop lourds dans le cadre de programmes de financement traditionnels, permettra d'investir un total de 5 Md\$ jusqu'en 2026 pour aider à améliorer les infrastructures des États-Unis. Plus de 100 projets ont candidaté au programme Mega, pour un montant total de plus de 28 Md\$.

Industrie

8. Les fournisseurs américains du secteur des semiconducteurs s'inquiètent du projet européen d'interdiction des *forever chemicals*

En réponse au projet européen d'interdire l'utilisation de PFAS (*Per- and polyfluorinated alkyl substances*), ou *forever chemicals*, d'ici 2026, certains acteurs américains de l'industrie chimique alertent sur les potentielles conséquences négatives d'une telle interdiction pour le secteur des semiconducteurs concernant la résilience des chaînes de production et le prix des produits finaux.

Les PFAS sont des produits chimiques particulièrement résistants, qui ne se décomposent pas naturellement. Ils sont utilisés dans un large éventail d'industries allant de l'électronique à l'alimentaire ou aux ustensiles de cuisine. Ils sont nocifs pour la santé humaine ainsi que pour l'environnement. Du fait de leur résistance, ils prennent des années à être éliminés une fois une zone contaminée. Poussée notamment par l'explosion de la demande de semiconducteurs, l'utilisation de PFAS dans cette industrie devrait augmenter d'environ 10% par an.

Les producteurs américains de PFAS insistent sur le rôle crucial de ces *forever chemicals* dans le processus de production des puces microélectroniques, dans un contexte de difficultés

d'approvisionnement en semiconducteurs qui perturbe une multitude d'autres industries. Par ailleurs, l'interdiction des PFAS pourrait conduire à une hausse du prix des semiconducteurs, à la fois en raison d'une baisse de l'offre et de coûts de production plus importants.

Aux États-Unis, du fait de leur toxicité et de leur omniprésence, les PFAS font l'objet d'une forte sensibilisation et de mesures restrictives dans un nombre croissant d'États, dont l'État de New York qui en a interdit l'usage dans les produits cosmétiques, les textiles et les emballages alimentaires, ou l'État du Maine qui en a aboli l'usage général à l'exception d'utilisation « inévitables » à partir de 2030. À l'échelle fédérale, les projets de lois cherchant à encadrer l'usage des *forever chemicals* se sont pour l'instant soldés par des échecs, notamment le *PFAS Action Act* de 2021, qui entendait imposer des seuils maximums de présence de ces produits chimiques dans l'eau et les sols et assignait aux producteurs la responsabilité financière des procédures de nettoyage et de décontamination. Face à ces blocages législatifs, l'EPA (*Environmental Protection Agency*) ambitionne la mise en place de mesures de régulations administratives pour promouvoir le remplacement des PFAS par des produits chimiques plus respectueux de l'environnement et de la santé.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- Selon les [données](#) de l'USDA publiées le 31 janvier, la taille du cheptel bovin américain a atteint 89,3 millions de têtes au 1^{er} janvier, soit 3% de moins qu'en 2022. Parmi elles, 28,9 millions de vaches allaitantes (-3,6%) et 5,16 millions de génisses de remplacement de vaches allaitantes (-5,8%) ont été recensées. L'USDA a également enregistré un recul de 2,6% du nombre de veaux de 226 kg ou moins. Ces baisses peuvent s'expliquer par la hausse des coûts de production et les trois années consécutives de sécheresse ayant frappé des régions à forte concentration d'élevages. Selon le [Farm Bureau](#), ces chiffres seraient l'indice d'une baisse de production à venir de viande de bœuf. Néanmoins, le nombre de vaches laitières a, quant à lui, augmenté de 0,3%, atteignant 9,4 millions de têtes.
- Dans une [lettre](#) bipartite du 1^{er} février adressée à la directrice du Bureau de la gestion et du budget du gouvernement, Shalanda Young, des membres du Congrès appellent à un « financement robuste de la recherche agricole » dans la demande budgétaire du Président Biden pour l'année fiscale 2024. Leur demande est motivée par le constat du recul des investissements publics dans la R&D et le manque de moyens accordés aux programmes universitaires agricoles. Les élus soulignent ainsi le besoin de ressources publiques pour maintenir la compétitivité des États-Unis face à la Chine et optimiser le travail des agriculteurs.
- Le 2 février, l'USDA a [annoncé](#) 9,4 M\$ d'aides supplémentaires en faveur de projets de lutte contre le gaspillage alimentaire, dans le cadre de 45 accords de coopération avec les territoires.
- Dans une [lettre](#) du 3 février adressée à Tom Vilsack, des sénateurs exhortent le service d'inspection sanitaire des animaux et des plantes (APHIS) de l'USDA à faire face à l'épizootie de grippe aviaire en diffusant rapidement les 64 M\$ de fonds prévus à cet effet dans la loi de finances 2023.
- À la veille du discours présidentiel du 7 février sur l'état de l'Union, l'USDA et ses agences ([Farm Service Agency](#), [Risk Management Agency](#), [Natural Resources Conservation Service](#), [Foreign Agricultural Agency](#), [Forest Service](#), [Food and Nutrition Service](#), [APHIS](#), [Agricultural Marketing Service](#), [FSIS](#), [Rural Development](#)) ont publié un bilan de leurs activités sur l'année écoulée. L'USDA a [rappelé](#) la « législation révolutionnaire » du Président Biden (*American Rescue Plan Act*, *Inflation Reduction Act*, *Bipartisan Infrastructure Law*) qui a permis de « construire une économie fructueuse, durable et résiliente au bénéfice des petits, moyens et grands producteurs ». Le ministère a également souligné les grandes actions qu'il a entreprises pour : transformer le système alimentaire et améliorer la résilience et la sécurité des chaînes d'approvisionnement ; soutenir l'adaptation de l'agriculture et des forêts aux enjeux climatiques et de conservation ; réduire les barrières injustes au commerce et développer les opportunités de marché ; favoriser l'équité dans l'accès et la participation aux programmes de l'USDA ; et renforcer la sécurité alimentaire.
- À l'occasion du [discours sur l'état de l'Union](#) prononcé le 7 février, le Président Biden a rappelé sa volonté de garantir à tous (« urbains, banlieusards, ruraux, tribaux ») l'accès à l'eau potable et à internet haut débit. Il a également demandé au Congrès d'adopter des mesures de naturalisation des travailleurs agricoles, dans un contexte où le secteur agricole est confronté à une pénurie de main-d'œuvre et où le [Farm Workforce Modernization Act](#) n'a pas été voté à temps par le Sénat pour qu'il soit adopté sous le 117^{ème} Congrès. Enfin, le Président Biden a réaffirmé le rôle de leader des États-Unis dans la lutte contre l'insécurité alimentaire mondiale.

Numérique et Innovation

9. Intelligence artificielle générative: la course est lancée avec Google qui annonce son service Bard et son partenariat avec Anthropic

Sundar Pichai, le CEO de Google et d'Alphabet a [déclaré](#) lundi 6 février que son nouveau service d'IA conversationnelle, appelé Bard, serait ouvert à des « testeurs de confiance » dans l'optique de son intégration très prochaine dans certains de ses services comme les recherches internet. Bard sera alimenté par LaMDA, un modèle de langage développé par Google qui pourra répondre à des questions de manière didactique et à jour avec les dernières informations figurant sur internet (contrairement à ChatGPT). Outre la sortie de Bard, Google va permettre aux développeurs de puiser dans ses modèles linguistiques pour créer leurs propres applications.

En parallèle, Google a annoncé la semaine dernière un partenariat avec la startup d'intelligence artificielle Anthropic, fondée en 2021 par deux anciens dirigeants d'OpenAI, qui teste son propre chatbot, dénommé Claude. Google aurait investi près de 400 M\$ dans la startup. L'accord donne à Google une participation dans Anthropic d'environ 10% et donne accès à cette dernière à des capacités de *cloud computing*, a rapporté Bloomberg. Ces annonces interviennent alors que l'entreprise est confrontée à des défis importants concernant son activité principale de recherche en ligne, génératrice de la majorité de ses revenus: les résultats annuels annoncés la semaine dernière ont été en deçà des attentes, dans un contexte de ralentissement de la publicité numérique, d'un dépôt de plainte du DoJ contre Google pour pratique anti-concurrentielle [voir [Flash Accents du 27 janvier](#)] et d'inquiétude des investisseurs quant à la capacité de Google de faire face aux nouveaux modèles d'intelligence artificielle, notamment celui d'OpenAI, dans lequel Microsoft a investi et qu'il teste sur son navigateur Bing.

La concurrence en matière d'IA générative se renforce donc entre les deux géants de la Tech, après la déclaration par Google d'un « code rouge » l'année dernière à la suite du lancement de ChatGPT puis de l'annonce de Microsoft en début d'année d'un investissement de 10 Md\$ dans OpenAI.

Brèves

➤ Vendredi 3 février, le jury fédéral de San Francisco, chargé de trancher sur la responsabilité civile et financière d'Elon Musk

dans les fluctuations du cours de Tesla après un tweet de 2018 annonçant sa privatisation imminente [voir [Flash Accents du 20 janvier](#)], l'a innocenté après seulement deux heures de délibéré.

- Le discours sur l'état de l'Union du Président Biden, le 7 février, a fait écho au discours de l'année dernière, avec une référence plus marquée cette année à la politique de concurrence appliquée au secteur numérique. Le président a appelé à une approche bipartisane pour répondre aux défis touchant le secteur, citant la protection des données personnelles, en particulier des enfants et des adolescents, la protection de ces derniers contre la publicité ciblée, et la politique de concurrence. Selon Joe Biden, il est temps « d'adopter une législation bipartisane pour renforcer l'application des lois antitrust et empêcher les grandes plateformes en ligne de donner à leurs propres produits un avantage injuste ». « Il est temps d'adopter une législation bipartisane pour empêcher les Big Tech de collecter des données personnelles sur les enfants et les adolescents en ligne, d'interdire la publicité ciblée à destination des enfants et d'imposer des limites plus strictes aux données personnelles que ces entreprises collectent sur nous tous ». Malgré l'accent mis par le discours sur la Chine, Joe Biden n'a pas évoqué TikTok.
- Le 7 février, Microsoft a annoncé son intégration du modèle GPT-4 d'OpenAI dans Bing, offrant une expérience de type ChatGPT dans le moteur de recherche. Le même jour, l'entreprise a lancé une nouvelle version de son navigateur Edge, avec ces nouvelles fonctionnalités d'IA intégrées dans la barre latérale.
- Lors d'une audience tenue par l'Oversight Committee de la Chambre des représentants, le 8 février, d'anciens dirigeants de Twitter ont déclaré que la société avait commis une erreur en limitant la portée des articles de presse sur Hunter Biden à l'approche de l'élection présidentielle de son père en 2020. Cependant, ces dirigeants ont nié que les décisions prises avaient des motivations politiques. Les membres républicains du comité ont accusé l'entreprise de tentatives de suppression de la liberté d'expression, tandis que les représentants démocrates du comité ont formé un front uni, dépeignant les Républicains comme mettant en scène un coup politique

fondé sur de fausses allégations. La Maison-Blanche a pour sa part qualifié l'action républicaine de « coup politique bizarre ». L'audience a mis en évidence une division

partisane forte à la Chambre sur les questions de modération des contenus.

Santé

10. Le principal hôpital de la capitale de la Floride a été victime d'une cyberattaque

Le [Tallahassee Memorial Hospital](#) (TMH), le plus grand hôpital de Tallahassee (en Floride), a mis ses systèmes d'information hors ligne – à l'exception de ceux pour les urgences vitales – après avoir été touché par une cyberattaque dans la nuit 2 février. La fermeture a contraint le TMH à reprogrammer ses rendez-vous non urgents et les ambulances ont dû déplacer la plupart de ses patients vers un autre hôpital de la ville. Aucun calendrier de remise en état des services n'a été communiqué à ce stade.

La cyberattaque du TMH est la dernière d'une série qui a débuté fin 2020. En Floride, l'hôpital Jackson de Marianna a été victime d'une attaque similaire en janvier 2022, résorbée après la mise hors ligne de ses systèmes informatiques par ses responsables.

Le gouvernement fédéral a mis en garde les hôpitaux contre les cyberattaques agressives depuis l'automne 2020.

Le ministère américain de la Santé et des Services sociaux a également publié un autre avertissement en avril 2022 contre le groupe de ransomware agressif « Hive ».

Le TMH est le plus grand des deux hôpitaux de la capitale de la Floride, avec plus de 770 lits. L'hôpital est également le plus grand de la région à offrir une couverture Medicaid.

11. Le secteur de la prise en charge des soins fait l'objet de nombreuses acquisitions

Le [rachat d'Oak Street Health](#) par CVS Health, pour un montant de 10,6 Md\$, est la dernière étape d'une série d'acquisitions qui a vu le géant de la pharmacie s'engager plus avant dans la prestation de médecine générale, notamment pour les personnes âgées. L'absorption d'un réseau de centres de soins en médecine générale axés sur la prise en charge des patients de Medicare permet à CVS de rivaliser avec d'autres géants de la distribution et de l'assurance qui se sont lancés dans l'acquisition de prestataires.

Ainsi, VillageMD, groupe de soins primaires basé à Walgreens, a annoncé en novembre l'acquisition pour 9 Md\$ du fournisseur de soins spécialisés Summit Health, basé à Berkeley Heights, dans le New Jersey.

En septembre, CVS a devancé Amazon dans une transaction de 8 Md\$ pour acquérir Signify Health, une société de soins à domicile basée à Dallas.

Auparavant, Amazon avait battu CVS dans son acquisition de la société de soins primaires One Medical, basée à San Francisco, en juillet, pour 3,9 Md\$.

[Selon le journal Axios](#), les acheteurs dans ces acquisitions majeures ont intégré l'attention particulière de la part de la Federal Trade Commission, qui ne se concentre pas exclusivement sur les acteurs de la Big Tech.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.